



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

20 janvier 2005

Volume 4, Numéro 1

LIGNE DE FOND..... 1

*Rapport du Conseil Consultatif sur l'OMC:
L'érosion de la non-discrimination en vedette..... 1*

NOUVELLES DE L'OMC 3

*Démantèlement de l'accord ATV le 1er janvier
2005 : l'arrivée massive de textiles chinois sur le
marché mondial bouleverse les économies des
pays en développement..... 3*

*Le coton ouest africain : les producteurs
s'organisent alors que les officiels recherchent
des solutions bilatérales avec les Américains..... 5*

SUR LE FIL 7

*La conférence internationale de Maurice : Les
petits Etats insulaires plaident pour les prises en
compte de leur vulnérabilité 7*

*Commerce des produits agricoles : Un rapport de
la banque mondiale dénonce les mesures de
protection des pays industriels et appelle à une
réforme du commerce des produits agricoles..... 8*

EVÈNEMENTS 9

PUBLICATIONS 11

LIGNE DE FOND

Rapport du Conseil Consultatif sur l'OMC: L'érosion de la non-discrimination en vedette

Dans la perspective de ses 10 ans de fonctionnement, l'OMC avait entrepris de faire une évaluation de son action, pour mieux identifier ses succès et les points sur lesquels des améliorations étaient nécessaires. Au mois de juin 2003, son directeur Général, Monsieur Supachai Panitchpakdi avait demandé à un aréopage d'intellectuels de rédiger un rapport dans le but d'analyser la situation de l'OMC en tant qu'institution, d'étudier et de clarifier les défis institutionnels auxquels le système était confronté et d'examiner de quelle manière l'OMC pourrait être renforcée et être à même de les relever. Ce Groupe de travail, dénommé Conseil Consultatif (CC) a rendu public son travail le 17 janvier dernier. Le Rapport intitulé L'avenir de l'OMC : Relever les défis institutionnels du nouveau millénaire contient un certain nombre de recommandation et de suggestions visant à améliorer le fonctionnement du système de l'OMC.

Supachai a tenu à préciser que ce travail fait par cet éminent groupe d'intellectuels dirigé par Peter Sutherland, ancien directeur du GATT, ne porte pas sur le Programme de Doha pour le développement, mais sur la façon de permettre à l'OMC en général, de faire face aux demandes auxquelles elle sera confrontée dans l'avenir.

Le Rapport a abouti à des conclusions intéressantes sur des points aussi importants que l'érosion de la non-discrimination à l'OMC, des réformes

institutionnels à entreprendre, l'implication de l'institution dans la gouvernance mondiale etc.

Trop de préférences nuisent à l'intégrité du système

L'un des éléments les plus importants du Rapport du Conseil Consultatif concerne l'érosion de la non-discrimination. Le Conseil se dit très préoccupé par la prolifération actuelle des accords commerciaux préférentiels. Il part du constat que la clause de la Nation la plus favorisée (Clause NPF) était considérée comme la règle fondamentale autour de laquelle s'articulait le GATT et le système de règles que celui-ci incarnait pour le commerce international, avant d'observer le changement de paradigme intervenu et qui fait de la clause NPF non plus la règle, mais l'exception. En effet, le Rapport note que même si une bonne partie des échanges s'effectuent sur une base NPF, ce que l'on appelle l'écheveau des unions douanières, des marchés communs, des zones de libre échange bilatérales ou régionales et des préférences, ainsi que la panoplie illimitée d'accords commerciaux les plus divers, a presque atteint le stade où le traitement NPF est un traitement exceptionnel. En conséquence, il serait préférable aujourd'hui de l'appeler Traitement de la Nation la Moins Favorisée (NMF). Le Conseil affirme ne pas être convaincu par les arguments économiques avancés à la faveur de ces traitements préférentiels et craint tout particulièrement qu'ils deviennent une récompense pour des gouvernements poursuivant des objectifs sans rapport avec le commerce.

Si le Conseil pointe du doigt ses dérives, il ne nie pas la nécessité du traitement spécial et différencié qu'il considère comme un acquis valable qui fait partie de l'acquis de l'OMC, mais dont les mécanismes doivent correspondre avec les buts de l'Organisation.

Pour concilier la nécessité d'intégrité du système et la prise en compte des clivages économiques, le Conseil, tout en confessant son pessimisme sur les moyens d'empêcher la multiplication des accords commerciaux préférentiels, préconise des solutions qui ne tiennent compte que des perspectives

commerciales et de développement des bénéficiaires, au-delà de toute autre considération. Puisque, soutient-il, les anciens accords commerciaux préférentiels ne peuvent être dénoncés et que de nouveaux accords ne peuvent être démentis, la solution pour défaire l'écheveau des préférences discriminatoires qu'ils génèrent serait de les attaquer indirectement en réduisant les droits NPF et les mesures non tarifaires dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

Quelques réformes institutionnelles pour renforcer l'efficacité du système

Le Conseil préconise un certain nombre de changements organisationnels pour assurer le renforcement politique de l'Organisation et assurer l'efficacité du processus.

En premier lieu, il recommande d'organiser les sessions des conférences ministérielles tous les ans, au lieu de des deux ans actuels. En second lieu, il incite le Directeur Général à faire rapport, par écrit aux ministres tous les six mois, au sujet de l'évolution des politiques commerciales. Enfin, il préconise un sommet des dirigeants mondiaux, dans le cadre de l'OMC, une fois tous les cinq ans.

Au-delà de ces réformes, le Conseil œuvre pour une nouvelle conception du processus de prise de décision à l'OMC et se pose des questions sur la règle du consensus actuellement en vigueur à l'OMC, qui en l'état actuel de la procédure, peut empêcher les négociations d'avancer. Pour parer à cette éventualité récurrente, le Conseil prie les Membres de l'OMC de faire adopter par le Conseil Général une déclaration au terme de laquelle un Membre envisageant de bloquer une mesure qui réunit par ailleurs un très large consensus ne pourra faire obstacle au consensus que s'il déclare par écrit, en exposant ses motifs, que la question revêt pour lui un intérêt national vital.

Le Conseil consultatif préconise aussi le retour à une géométrie variable par le réexamen du principe des approches plurilatérales (facultatives et non contraignantes pour tous) pour les négociations dans le cadre de l'OMC. L'expression " géométrie

variable " signifie que les Membres ont des obligations différentes et qu'il faudrait tenir compte de ce fait pour " laisser progresser ceux qui sont disposés à aller de l'avant ".

Ce concept inclut aussi une prise en compte des préoccupations des pays en développement. Le Conseil estime que tous les nouveaux accords conclus dans le cadre de l'OMC devraient à l'avenir prévoir pour les PMA le droit contractuel, y compris les arrangements nécessaires en matières de financement, le bénéfice d'une assistance technique et le renforcement des capacités appropriés et adéquats au fur et à mesure qu'ils exécutent de nouvelles obligations.

Gouvernance Mondiale : Recherche de cohérence avec les autres Organisations Internationales

Il faut rappeler que l'OMC ne fait pas partie du système des Nations Unies. Le Conseil estime qu'elle devrait continuer à ne pas en faire partie tout en établissant une coopération avec d'autres Organisations internationales. Cela contribuerait à la fois à ajouter de la valeur à ses activités à les légitimer plus. En l'occurrence, les organismes de développement internationaux (Banque Mondiale) devraient, en étroite coopération avec l'OMC, mettre en place des programmes visant à financer l'aide à l'ajustement liée à la politique commerciale pour les pays en développement, ou améliorer les programmes existants.

Seulement, le Conseil reste convaincu que l'élaboration et l'interprétation des règles de l'OMC concernent uniquement les Membres de l'Organisation et qu'il faudrait éviter toute ingérence en la matière. C'est ainsi que la question de l'octroi à d'autres organismes du statut d'observateur auprès des organes de l'OMC ne devrait pas être examinée en fonction des tensions politiques et des conflits dans d'autres instances. Pour le Conseil, le statut d'observateur devrait être accordé uniquement sur la base de la contribution potentielle au rôle de l'OMC en tant qu'instance de négociation commerciale.

Sur la portée d'un tel Rapport, le Directeur Général de l'OMC, Supachai qui l'a commandité, précise

que ses recommandations n'ont pas de valeur contraignante pour les Membres, mais qu'elles pourraient éclairer et susciter un débat sur les questions systémiques soulevées par le Rapport.

Le Rapport sera présenté officiellement aux Membres lors d'une réunion informelle le Mardi 25 Janvier. Les membres du Conseil Consultatif qui ont rédigé le Rapport vont aussi le présenter pour discussion lors du prochain Symposium public de l'OMC qui se tiendra à Genève du 20 au 22 Avril prochain.

Le Rapport est disponible sous
http://www.wto.org/french/thewto_f/10anniv_f/future_wto_f.pdf

NOUVELLES DE L'OMC

Démantèlement de l'accord ATV le 1er janvier 2005 : l'arrivée massive de textiles chinois sur le marché mondial bouleverse les économies des pays en développement

Les systèmes des quotas mis en place dans le cadre de l'accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements qui couvrait la période de 1995-2005 a effectivement pris fin le 1er janvier 2005. La libéralisation du marché mondial des textiles a donc atteint son point d'achèvement avec le démantèlement de l'ATV qui s'est opéré progressivement entre 1995 et 2005.

Mis en place 1975, l'accord multifibre allouait des quotas d'exportation aux pays en développement vers les pays riches pour les vêtements et produits textiles et avait garanti un accès aux marchés des pays développés aux productions d'Asie, d'Europe de l'Est ou d'Afrique. Ce qui a permis à ces derniers de faire face à la concurrence des gros producteurs comme la Chine qui n'avait pas signé cet accord.

La fin de ces arrangements et les mutations qu'elle va engendrer dans le système commercial

multilatéral va créer les conditions d'une concurrence impitoyable qui, selon de nombreux observateurs, devrait pour l'essentiel être à l'avantage de la Chine et de l'Inde.

La concurrence de la Chine, en particulier, va toucher les pays en développement, qui représentent aujourd'hui 50 % des exportations mondiales de textiles et 70 % des exportations d'habillement. Selon certaines projections, la restructuration brutale du secteur textile pourrait avoir un effet négatif sur un peu plus de 40 millions d'emplois de par le monde.

La Chine : Pays gagnant de la suppression des quotas ?

Il est communément admis que le démantèlement de l'ATV va avoir des conséquences sur tous les pays qui ont peu ou prou développé un secteur textile. Si la quasi totalité des Membres de l'OMC, développés ou en développement, ont cherché ces dernières années les voies et moyens pour se protéger de la " déferlante chinoise ", cette dernière quant à elle n'a vu dans la suppression des quotas que la correction d'une discrimination commerciale dont elle est victime depuis longtemps. Première exportatrice mondiale d'habillement avec 28% du marché, la Chine qui bénéficie d'une industrie compétitive, d'une main d'œuvre abondante et bon marché et d'un taux de change favorable, compte bien saisir cette nouvelle aubaine pour doper ses exportations. Déjà entre 2001 et 2003, les exportations chinoises ont progressé de 51%, passant de 53,3 milliards de dollars à 80,4 milliards, en se basant seulement sur les 87 catégories de produits sur lesquels les quotas avaient déjà été supprimés. Avec la fin de l'ATV, la suppression des quotas a touché 126 autres catégories représentant 60% des importations américaines et européennes. Consciente des enjeux commerciaux sur le marché américain en particulier, qui offre des opportunités supplémentaires estimées à 76 milliards de dollars, des entreprises chinoises ont même décidé de transférer leur centre de marketing à New York.

Les pays pauvres en danger

Si les pays développés, les Etats-Unis et l'Union Européenne en particulier, ont largement eu le temps de se préparer au contrecoup de la suppression des quotas et de l'arrivée massive de textiles chinois sur leurs marchés, la plupart des pays en développement et les PMA n'ont pas eu les moyens d'ajuster leurs appareils de production pour amoindrir les effets de la libéralisation. Les pays développés ont mis à profit le délais accordés par l'OMC avant le démantèlement de l'ATV pour moderniser leurs industries, investir dans le haut de gamme ou délocaliser leurs industries en Chine pour profiter des facteurs de production bon marché. De plus, les accords passés avec la Chine vont leur permettre d'actionner un certain nombre de mesures de sauvegarde pour continuer à se protéger des poussées soudaines d'importation jusqu'en 2008. Les Etats-Unis par exemple pourront négocier des mesures de contingentement en vertu de l'accord bilatéral qu'ils ont signé avec la Chine avant l'entrée de cette dernière à l'OMC.

Du côté de la communauté européenne il est envisagé entre autres dispositifs de faire en sorte que les entreprises de textiles européennes puissent déposer une plainte contre le dumping de textiles exportés par la Chine sur le marché européen.

En ce qui concerne les pays pauvres par contre, tout porte à croire que les effets seront dévastateurs. Pour beaucoup de pays en développement dont le secteur textile représente la principale source d'exportation, - jusqu'à 90% des exportations de biens industriels dans certains cas - l'économie connaîtra un bouleversement sans précédent. Très dépendants du secteur textile, des pays comme le Bangladesh, l'Indonésie, les Philippines, le Cambodge et le Pakistan risquent de voir leurs exportations divisées par deux. Le Maroc, la Tunisie, la Turquie, la république Dominicaine et l'Ile Maurice pourraient aussi être frappés de plein fouet par les exportations chinoises.

Au Bangladesh où trois quarts des recettes d'exportation proviennent du textile, plus d'un million d'emplois pourraient être supprimés. Des

études du FMI et de l'OMC estiment que jusqu'à 40% à 50% des usines pourraient fermer dans les trois ans à venir. L'Indonésie n'est pas mieux lotie. Avec 1,7 millions d'ouvriers dans le secteur textile, elle devrait voir fermer beaucoup de ses entreprises et celles qui tiendront le coup devront compression leurs effectifs jusqu'à 20 à 30%.

Au Maroc, le textile habillement, avec près de 1.700 entreprises et plus de 200.000 emplois, est le secteur exportateur par excellence : 16,3 milliards DH de ventes, soit plus du tiers de toutes les exportations d'origine industrielle du pays en 2003. Plus d'un tiers des 200.000 emplois dans le secteur du textile sont menacés. En effet selon Karim Tazi, le secrétaire général de l'Association marocaine de l'industrie textile et de l'habillement (AMITH), " le Maroc risque de perdre 30 à 40% du marché européen...cela contraindra des industries du textile à mettre la clé sous le paillason ". Pour preuve, c'est la date symbolique du 1er janvier dernier, qui marque l'entrée vigueur de la fin des quotas que le fabricant français de chaussettes Kindy a choisi pour délocaliser une partie de ses activités à Shanghai, délaissant ainsi l'Italie et le Maroc, où sont confectionnées respectivement deux et cinq millions de paires par an. La Tunisie dont le secteur compte 2 100 entreprises, fournit 250 000 emplois et exporte plus de 90 % de sa production vers l'Union européenne connaîtra aussi des difficultés.

En Afrique, les effets de la suppression des quotas ne toucheront pas seulement les pays dont le secteur textile était déjà relativement dense et bien intégré. Ils auront aussi un impact sur ceux qui ambitionnaient de développer ce secteur pour profiter de l'AGOA et d'autres opportunités que leur octroie leur statut de PMA. Au Sénégal, où les industries textiles qui existent encore font face à de nombreuses contraintes, les effets de la libéralisation sont déjà visibles. La compagnie Indosen, ouverte il y a seulement quelques mois est aujourd'hui en arrêt de production et ses 150 employés contraints à un chômage forcé. Pour une société qui ambitionnait d'atteindre le millier d'emplois dans les années à venir afin d'assurer ses objectifs de production dont 80% était destinée au

marché américain, en utilisant l'AGOA et 20% pour le marché sous régional, l'aventure a été de très courte durée. Si les raisons sont multiples (difficultés d'accès à sa matière première qu'est le coton, coût de l'électricité etc), la concurrence de produits asiatiques du fait de la libéralisation fait que cette société n'arrive même pas à se positionner sur le marché local.

Dans tous les cas, l'onde de choc créée par la suppression des quotas sera ressentie dans tous les pays, qu'ils soient importateur ou exportateur de textile. Il faudra cependant du temps pour évaluer précisément l'impact de cette " révolution " commerciale sur le commerce mondial du textile.

Sources : AFP ; Syfia, Le journal de l'économie, Africatime, France3, l'Intelligent, Allafrika.

Le coton ouest africain : les producteurs s'organisent alors que les officiels recherchent des solutions bilatérales avec les Américains

Plusieurs initiatives récentes continuent de mettre le dossier coton au centre de préoccupations à la fois politiques et économiques en Afrique de l'Ouest. Après la relance des négociations agricoles décriées par l'accord-cadre obtenu en août 2004, qui a débouché entre autres sur la mise en place d'un " sous-comité coton ", les producteurs ouest africains de coton ont senti le besoin d'adopter une nouvelle stratégie de lutte qui devrait permettre d'harmoniser leurs actions en perspective de la conférence ministérielle de Hongkong en décembre 2005. Ils se sont ainsi réunis les 21 et 22 décembre à Cotonou, au Bénin, pour discuter des problèmes du coton et créer l'Association des Producteurs de Coton Africain (APROCA). Quelques semaines après, ce sont les ministres de 5 pays d'Afrique de l'Ouest et du centre (Mali, Burkina, Bénin, Tchad et Sénégal) qui se sont retrouvés à Bamako pour les mêmes raisons : trouver une solution à la crise du coton ouest africain.

Les producteurs créent une association pour défendre leurs intérêts

Les producteurs de coton se sont réunis, les 21 et 22 décembre 2004 à Cotonou au Bénin, pour analyser ensemble la crise actuelle et définir des stratégies de mobilisation, de positionnement et d'actions qui leur permettent de défendre leurs intérêts. Six pays ont répondu à l'appel : le Burkina Faso, le Togo, le Mali, le Bénin, le Cameroun et le Sénégal. Les participants ont échangé sur la situation internationale afin de cadrer la problématique dans un contexte plus global, puis ont analysé cette situation de crise telle que vécue par chaque pays.

Partant de cette analyse et au regard des problèmes les plus urgents à résoudre, les participants ont décidé d'identifier des objectifs de changement et des actions à mener dans la perspective des futures négociations de l'OMC en décembre 2005 à Hong Kong, en Chine.

Les producteurs de coton ont, de façon unanime, décidé de prendre en main leur propre destin et de devenir véritablement les moteurs du changement ; et pour ce faire ils ont décidé de se mettre ensemble au sein d'un cadre de concertation des producteurs de coton à l'échelle continentale, dénommé Association des producteurs de coton africains en (APROCA), qui doit être capable de les représenter valablement dans toutes les instances de réflexion et de décision sur la filière coton. Dirigé par le Burkinabé François Traoré, l'association des producteurs de coton africains a pour objectifs de regrouper l'ensemble des organisations de producteurs de coton exerçant sur le continent africain ; de promouvoir la solidarité entre les organisations membres ; de favoriser la concertation et la coopération entre les membres pour traiter des questions d'intérêt commun ; de collecter, traiter et diffuser en direction des membres toute information touchant au coton ; de défendre les producteurs de coton face à toute distorsion du marché mondial du coton et d'échanger les expériences entre les organisations membres.

Poursuite des discussions entre les pays africains et les Etats-Unis

Les pays ouest africains producteurs de coton se sont réunis les 12 et 13 janvier à Bamako, au Mali, pour se pencher encore sur la filière cotonnière. Cette rencontre a vu la participation d'une importante délégation américaine composée de sénateurs, des membres du congrès et de fonctionnaires. La rencontre à laquelle ont pris part les ministres chargés de l'agriculture et du commerce des cinq pays d'Afrique de l'ouest et du centre co-initiateurs et souteneurs de " l'initiative sectorielle sur le coton " (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Tchad et le Sénégal), est la concrétisation d'une promesse faite par les autorités américaines lors d'une visite aux USA du ministre de l'industrie et du commerce du Mali, Choguel Maiga en début d'année 2004.

Le rapport d'évaluation des américains porte sur la production, la transformation et la commercialisation. Mais si dans ce rapport la délégation américaine a reconnu la qualité du coton africain et son rôle fondamental et stratégique dans l'économie des pays d'Afrique de l'Ouest, elle a par contre passé sous silence la question cruciale et controversée des subventions agricoles. C'est pourtant cette question et la position que les américains pouvaient y avoir, à la suite des évolutions récentes du dossier coton à l'OMC, qui intéressait le plus les délégués africains. Les officiels américains n'ont cependant pris aucun engagement sur les subventions, se bornant à promettre d'étudier la question plus profondément.

Dans une déclaration produite à l'issu de la rencontre, les ministres africains, tout en adhérant au diagnostic contenu dans le rapport d'évaluation technique dressé par les autorités américaines, ont soulevé les contraintes que les américains ont délibérément cherché à occulter et qui constituent les plus grands obstacles au développement du coton en Afrique de l'ouest. En effet, selon les ministres africains, "si le rapport met l'accent sur la concurrence des fibres synthétiques et l'augmentation de l'offre pour expliquer la baisse des cours mondiaux du coton, il passe sous silence l'impact négatif des subventions (soutiens internes

et subventions à l'exportation) accordées par certains pays développés. Les cinq Ministres ajoutent que "les propositions contenues dans le rapport sont en cohérence avec les cadres stratégiques nationaux de développement du secteur coton dans nos différents pays. Toutefois elles ne portent que sur des stratégies d'amélioration de la compétitivité des filières à moyen et long terme".

La question du coton constitue sans nul doute l'une des grandes préoccupations de développement de ces pays d'Afrique de l'Ouest dont plus de la moitié des recettes d'exportation est tirée de la vente du coton. C'est pourquoi les pays producteurs sont revenus sur leurs demandes de suppression des subventions et demandé des mesures de soutien internes. Ils ont ainsi repris leur vieille revendication de mise en place sans délai d'un Fonds de soutien pour assurer la survie des filières menacées en attendant que soient mises en œuvre les réformes envisagées. Par cette démarche, les ministres africains ont encore une fois démontré que les problèmes du coton africains sont à rechercher dans la chute drastique des cours mondiaux du fait de la surproduction, engendrée elle-même par les subventions records versées aux cotonculteurs du Nord, au premier rang desquels se trouvent les producteurs américains.

Depuis l'initiative sectorielle sur le coton soumise à l'OMC par le Bénin, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad en avril 2003, le dossier coton a connu des fortunes diverses dans les négociations commerciales, parvenant, au bout du compte, à bénéficier de la création d'un sous-comité où seront discutées les préoccupations spécifiques au coton. On est donc loin des demandes initiales formulées par les africains qui visaient entre autre le traitement diligent de la crise du coton, la réduction des subventions et la fixation d'un terme pour leur suppression totale, la réparation des préjudices subis pendant la période transitoire, le traitement spécifique du dossier coton en dehors des négociations globales sur l'agriculture. Les américains qui ont toujours été opposés aux demandes africaines ont encore réitéré à Bamako les conseils qu'ils donnent aux cotonculteurs

africains, à savoir l'abandon de l'utilisation des pesticides et le recours aux biotechnologies. Pour la matérialisation de ce dernier aspect, ils ont déjà organisé dans la sous région plusieurs rencontres destinées à faire la promotion des organismes génétiquement modifiés. Un forum sur la biotechnologie est d'ailleurs prévu à Bamako en juin 2005.

Sources : www.africatime.com, www.lefaso.net, www.lintelligent.com

SUR LE FIL

La conférence internationale de Maurice : Les petits Etats insulaires plaident pour les prises en compte de leur vulnérabilité

Quelques jours après cataclysme qui a secoué plusieurs pays asiatiques, l'Ile Maurice a accueilli sur son sol la conférence internationale sur les petits Etats insulaires en développement (PIED ou SIDS en anglais) du 10 au 14 janvier 2005.

Tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en présence de son secrétaire général, Monsieur Koffi Annan, la conférence marque les dix ans du programme de la Barbade, qui a été adopté pour pallier les faiblesses et favoriser le développement des petits Etats insulaires. Cette conférence de l'ONU a été l'occasion pour les différents participants (une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement, un nombre important de ministres, de représentants de gouvernements et d'institutions des Nations Unies et de la société civile) de se pencher entre autres sur le rôle du commerce dans le développement.

Les changements climatiques, la montée du niveau de la mer, les accès aux marchés pour les produits des petits Etats, leurs besoins en énergie, l'accès aux nouvelles technologies, le Sida, la Malaria et le développement touristique qui se posent au développement des petits Etats insulaires, ont fait l'objet d'âpres discussions. Après cinq jours de

travaux, la conférence s'est terminée avec l'adoption de deux documents : la Déclaration de Maurice en 20 points et le document de stratégie pour l'application continue du programme d'action sur le développement durable des PIED en 100 points.

La déclaration a réaffirmé la validité continue du programme de la Barbade jetant la base fondamentale du développement durable des PIED. Les participants y ont par ailleurs réitéré leur engagement sur les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement autant que leur détermination à appliquer le programme de la Barbade pour la réalisation des objectifs de développement du millénaire. Pour eux la vulnérabilité, la fragilité et la précarité des petits Etats avaient déjà été mises en évidence par la succession de cyclones et de tempête en Haïti, à la Grenade et dans d'autres îles tant dans les Caraïbes que dans l'océan indien et l'océan pacifique. Ils recommandent donc pour prendre les devants, de renforcer la coopération internationale et les partenariats pour asseoir des systèmes d'alerte précoce régionaux. Le secrétaire général de l'ONU parle même de " la nécessité d'établir un système d'alerte mondiale qui couvrirait non seulement les tsunamis mais aussi tous les autres phénomènes dangereux, telles que les ondes de tempêtes et de cyclones "

Tout en reconnaissant les efforts consentis pour la réalisation d'un développement durable au sein des PIED, les participants ont de surcroît exprimé le besoin de revigorer le système multilatéral avec comme soubassement la primauté du droit international. L'accent a été mis sur les nécessités commerciales relatives au développement de ces petits Etats. En effet, déjà pour ce qui concerne les préférences commerciales, lors des réunions informelles, les petits Etats insulaires ont émis l'idée du prolongement de ces préférences dans la mesure où celles-ci s'érodent en conférant aucun avantage. De même, ces pays ont mis en avant la différence de compréhension du principe des préférences commerciales de la part des pays développés en particulier les USA, l'UE, le Japon et l'Australie. Estimant que les pays développés

assujettissent tout traitement préférentiel au respect du principe de la nation la plus favorisée, les petits pays insulaires voudraient convaincre l'OMC de prendre en considération leur statut particulier et leur niveau de développement en matière de préférences commerciales.

Le second document est la stratégie de Maurice pour l'application du programme d'action sur le développement durable des PIED. Même si les avancées ont été soulignées, des désaccords sur certains points relatifs au développement durable persistent encore. Il s'agit notamment du changement climatique et du transport des déchets nucléaires. Pour ce dernier point, certains pays souhaitent un arrêt de ce trafic dans les régions où se trouvent les PIED alors que d'autres défendent la position de l'encadrement juridique du phénomène.

Sources : www.allafrica.com & www.un.org

Commerce des produits agricoles : Un rapport de la banque mondiale dénonce les mesures de protection des pays industriels et appelle à une réforme du commerce des produits agricoles

Dans un nouveau rapport publié le 10 janvier dernier, intitulé " Global Agricultural Trade and Developing Countries ", la Banque Mondiale a appelé à réformer le secteur du commerce des produits agricoles en indiquant que la libéralisation dans ce domaine pourrait aider à réduire le niveau de pauvreté dans les pays en développement. Le rapport estime que malgré l'échec de Cancun, dû en partie aux divergences dans les négociations agricoles, et l'accord-cadre conclu à Genève le 1er août 2004, les mesures de protection et les barrières érigées par les pays industriels dans leur secteur agricole restent encore parmi les points les plus controversés des négociations commerciales.

Le rapport reconnaît en effet que la protection reste élevée dans les pays industriels alors que de nombreux pays en développement ont

sensiblement libéralisé leur secteur agricole. Le niveau moyen des droits de douane imposés aux produits agricoles, la principale source de protection dans les pays en développement, est passé de 30 % à 18 % au cours des années 90. Le rapport note en plus que les pays en développement ont pour la plupart dévalué leurs monnaies, abandonné leurs systèmes de taux de change multiples et aboli pratiquement toutes les taxes à l'exportation. Mais au même moment, certains pays industriels ont quant à eux élevé leur niveau de protection et augmenté les subventions qu'ils versent à leurs agriculteurs et qui ont pour effet d'introduire des distorsions dans les échanges de produits agricoles. Pour le seul marché du coton par exemple, d'une valeur de 20 milliards de dollars, les producteurs européens ont touché en 2001-2002 un total de 3,7 milliards de dollars d'aides officielles, et leurs collègues américains un milliard de dollars, au détriment des petits producteurs pauvres d'Afrique. " Si l'on abolissait les subventions aux producteurs américains de coton, les revenus des agriculteurs en Afrique centrale et de l'Ouest augmenteraient de 250 millions de dollars ", affirment les auteurs du rapport pour qui la libéralisation du commerce agricole est un élément clé pour la réduction de la pauvreté dans le monde.

Si le message que véhicule ce rapport de la banque mondiale n'est pas nouveau, son originalité réside dans le fait qu'il " examine la situation en détail comme cela n'a jamais été fait auparavant ". Entre 2000 et 2002, malgré les accords multilatéraux dit de l'Uruguay round sur la libéralisation du commerce, les accès aux marchés et les aides, les pays de l'OCDE ont versé un total de 230 milliards de dollars de subventions à leurs agriculteurs, dont 63% par le biais de soutiens aux prix et 37% d'aides directes à la production. Ces soutiens financiers ont représenté 46% de la valeur de la production agricole dans l'OCDE. " Si les murs du protectionnisme ne tombent pas, alors l'accroissement de la productivité (des pays pauvres) se traduira par plus de production, des prix en baisse, ce qui heurtera les efforts des pays pauvres à étendre leurs exportations et améliorer leurs revenus dans le secteur agricole ".

Après avoir identifié les perdants et les gagnants potentiels de la libéralisation du commerce des produits agricoles, variant selon les marchés examinés, le rapport préconise " une libéralisation des politiques coordonnées au plan mondial (...) permettant également aux pays de compenser les pertes subies dans certains produits de base par des gains réalisés dans d'autres ".

Le rapport examine en détail la situation d'une série de produits agricoles de base: sucre, coton, blé, riz, produits laitiers, fruits et légumes, arachides, fruits de mer et café, secteurs pour lesquels les pays riches continuent de verser des milliards de dollars pour protéger leurs producteurs. Cette étude des produits de base montre également que les réformes se traduiront par des gains substantiels, ce qui confirme les résultats des modèles mis au point au plan mondial.

Le rapport a établi que les obstacles à la frontière sont importants dans le cas de la plupart des marchés des produits de base examinés (à l'exception du coton, du café et des fruits de mer), tant dans les pays industriels que dans un grand nombre de pays en développement. Par exemple, la moyenne tarifaire pondérée en fonction des échanges mondiaux pour tous les types de riz est de 43 %, atteignant 217 % dans le cas de la variété japonica. De nombreux pays asiatiques demeurent des bastions du protectionnisme sur leurs marchés agroalimentaires. Les subventions ont des effets similaires : elles dépriment les cours mondiaux et entravent l'accès aux marchés en favorisant la production excédentaire par des opérateurs (le plus souvent des gros producteurs) non compétitifs.

Sources : Banque mondiale,
www.banquemondiale.org; AFP.

EVÈNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus

d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

18-19 janvier OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

19 janvier OMC, Genève, sous-comité des PMA, WTO/AIR/2474

26 janvier OMC, Genève, Conseil général

31 janvier OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

7-11 février OMC, Genève, groupe de négociation sur l'agriculture

7 février OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

EVÉNEMENTS AILLEURS

18-20 janvier 2005 Ahmedabad, Inde : ÉDUCATION POUR UN FUTUR DURABLE. Le Centre pour l'éducation dans le domaine environnemental, Ahmedabad, Inde, en partenariat avec le Gouvernement de l'Inde, du PNUE et de l'UNESCO, organiseront une conférence sur " l'Éducation pour un futur durable " ; une conférence internationale pour inaugurer le lancement de la décennie des nations unies de l'éducation pour un développement durable (DNUEDD) La conférence sera organisée autour de 19 ateliers thématiques. Pour des informations supplémentaires, contactez ESF, tel: +91-79-26858002; télécopie: +91-79-26858010; email: esf@ceeindia.org; Internet: <http://www.ceeindia.org/esf/index.htm>

24-25 janvier 2005 Porto Alegre, Brésil
SYNDICATS, MONDIALISATION ET DÉVELOPPEMENT - DROITS FONDAMENTAUX ET CAPACITÉS DES OUVRIERS.
Un atelier sera organisé avant le Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre en vue de créer une

synergie avec les participants au FSM. Une attention spéciale sera mise sur les thèmes suivants: les syndicats et les accords commerciaux bilatéraux et régionaux; les syndicats, les documents stratégiques de réduction de la pauvreté et les institutions financières internationales entre autres. Pour plus d'informations et propositions à soumettre contactez, Verena Schmidt, GURN, Unité d'informations et de la Recherche; tel: +41 22 799 74 48; télécopie: +41 22 799 65 70; email : researchnet@ilo.org.

24-28 janvier 2005 New York, USA, septième session du groupe de travail sur le droit des sûretés, Commission des nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Pour plus d'informations voir le site de la commission.

26-30 janvier Davos, Suisse, Réunion annuelle du World economic forum

26-31 janvier Porto Alegre, Brésil: FORUM SOCIAL MONDIAL 2005. Le Forum Social Mondial. Plus de 1900 événements ont déjà été enregistrés pour le FSM 2005. Pour des informations supplémentaires voir Internet.

1-3 février Bruxelles, Belgique : Réunion du Bureau de l'assemblée parlementaire paritaire ACP/UE.
Pour plus d'informations voir: www.acpsec.org

2-4 février Accra, Ghana, Conférence préparatoire régionale africaine pour le sommet mondial sur la société de l'information. Voir : www.uneca.org

7-8 février Londres, Angleterre: LE TOURISME MONDIAL AU 21ST SIÈCLE: LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET COM-MERCIAUX. Organisée par la Maison Chatham en partenariat avec le Conseil du Tourisme et du voyage international, cette conférence analysera l'impact de tourisme sur les pays de destination et examinera les menaces potentielles de l'industrie touristique. Pour plus d'informations, contactez Dino Ribeiro, tel: +44 (0)20 7321 2045; Télécopie: +44 (0)20 7321 2045; email:

Dribeiro@chathamhouse.org.uk; Internet: <http://www.chathamhouse.org.uk/index.php>

9-13 février Londres, Angleterre : le tourisme au 21ème siècle : les risques environnementaux, sociaux et commerciaux. Pour plus d'informations, contacter Dino Ribeiro, e-mail : Dribeiro@chathamhouse.org.uk ou le site : www.chathamhouse.org.uk

19-20 février Nairobi, Kenya, 6ème forum mondial de la société civile. Voir : www.unep.org pour plus d'infos.

PUBLICATIONS

En français

CEA (communauté économique pour l'Afrique) : les transports et l'intégration régionale africaine. Ce livre étudie les liens entre le développement économique et l'infrastructure du transport intégrée et performante. Editions françaises Maisonneuve et Larose, 2004, voir: www.uneca.org

De Jacques Duboin, François Duphil, J Paveau et autres : Commerce international, troisième édition, septembre 2004.
Voir : www.eyrolles.com

Centre du commerce international (CCI) : Forum exécutif 2001: votre réseau d'appui au commerce fonctionne-t-il ? 99 pages, Pour plus d'informations voir : www.forumducommerce.com

OMC : Rapport du conseil consultatif : l'avenir de l'OMC : relever les défis institutionnels du nouveau millénaire, 2004, 106 pages. Ce rapport est rédigé par d'éminentes personnalités
http://www.wto.org/french/thewto_f/10anniv_f/future_wto_f.pdf

OMC : Rapport annuel de l'OMC 2004 : rapport traitant des questions institutionnelles, y compris des descriptions de ses principales activités et des renseignements sur son budget et son personnel.

Pour plus d'informations consulter le site de l'OMC: www.wto.org

OMC : Rapport sur le commerce mondial 2004
Il traite des tendances et des politiques commerciales. Voir: www.wto.org

En anglais

A MODEL INTERNATIONAL INVESTMENT AGREEMENT FOR THE PROMOTION OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT. By Konrad von Moltke, International Institute for Sustainable Development, November 2004. The current model for international investment agreements (including many failed attempts, such as the OECD's MAI) is too narrowly focused on investor rights. This paper asks what an investment agreement would look like if its goal from the outset were to achieve sustainable development. The result is a novel mix of rights and obligations for investors, host states and home states. Available online at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?no=660>

IMPLICATIONS OF THE COTONOU AGREEMENT FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE ACP COUNTRIES AND BEYOND. By Konrad von Moltke, International Institute for Sustainable Development, November 2004. This paper assesses the Cotonou Partnership Agreement (CPA) -- an agreement between the EU and a group of African, Caribbean and Pacific (ACP) countries, most of them former colonies. The CPA relies heavily on the benefits of trade liberalisation, complemented by EU aid in various forms. How likely is it that this grand experiment will promote sustainable development, and what else needs to be done to ensure that it does? Available online at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?no=659>

CHALLENGES AND PROSPECTS FOR THE WTO. Edited by Andrew D. Mitchell. Cameron May, 2004. This book from international law publishers Cameron May includes contributions

from academics, lawyers, and diplomats based on papers delivered at the Sixth and Seventh Conferences of the World Trade Law Association (WTLA) in London, as well as specially commissioned chapters. The chapters of this book follow four broad themes: (1) the state of play in WTO negotiations and disputes; (2) defining the boundaries of the WTO; (3) the scope of WTO dispute settlement; and (4) the interface between regional trade agreements and the WTO. For further information, contact Cameron May Ltd. International Law Publishers, 17 Queen Anne's Gate, London SW1H 9BU, England; tel: +44-(0)20-7799-3636; fax: +44-(0)20-7222-8517; email: info@cameronmay.com; Internet: <http://www.jus.uio.no/lm/cameronmay/cm>

THE DOHA DEVELOPMENT AGENDA - IMPACTS ON TRADE AND POVERTY.

Overseas Development Institute (ODI), October 2004. The Doha Round of the World Trade Organization was named the Development Agenda, but there are clear divergences of interests among developing countries. The slow progress of the negotiations, the breakdown at Cancun, and the uneasy compromise reached in July 2004 confirmed that we must look at different parts of the agenda and different groups of countries in order to determine who benefits. Even where trade reforms unambiguously improve total world welfare, the distribution among countries may leave some losers, and even in countries that gain, some may lose. This series of papers summarises the ODI's assessments of the principal issues of the WTO round, how the outcome might affect poverty, the progress of the negotiations, and the impact on four different countries. Available online at

<http://www.odi.org.uk/publications/briefing/doha/index.html>

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe